5. *Prie en outre* le Secrétaire général de lui présenter son rapport sur la coopération Sud-Sud à sa cinquantième session, après quoi elle déterminera s'il est nécessaire d'en établir de nouveaux sur la question.

86^e séance plénière
21 décembre 1993

48/165. Relance du dialogue sur le renforcement de la coopération économique internationale pour le développement par le partenariat

L'Assemblée générale,

Réaffirmant la validité des objectifs et des engagements concernant le développement adoptés par l'Assemblée générale et d'autres organes des Nations Unies, spécialement de la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement², de la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement³, de la Déclaration sur le droit au développement¹⁷, du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90⁴, du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés⁵, de l'Engagement de Carthagène⁶, de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement¹⁸ et d'Action 21⁷, qui constituent un cadre d'ensemble pour le renforcement de la coopération économique internationale pour le développement,

Notant que le Secrétaire général prépare actuellement un rapport sur un agenda pour le développement, comme l'a demandé l'Assemblée générale dans sa résolution 47/181 du 22 décembre 1992,

Consciente des tendances à la coopération et à l'intégration régionales, à l'interdépendance entre les nations et à la mondialisation des questions et des problèmes économiques,

Convaincue que la paix, la sécurité et la prospérité universelles ne pourront être pleinement assurées en l'absence de développement économique et social et d'améliorations des relations économiques internationales,

Sachant que les problèmes économiques de même que les aspects économiques et sociaux du développement sont inextricablement liés et que les tâches les plus pressantes que doit accomplir la communauté internationale sont, notamment, d'accélérer le développement, d'éliminer la pauvreté, de résoudre les disparités entre pays et d'instaurer une authentique coopération économique internationale et un véritable partenariat pour le développement,

Réaffirmant que l'Organisation des Nations Unies a un rôle central à jouer dans la promotion de la coopération internationale pour le développement et la sensibilisation de la communauté internationale aux problèmes de développement,

Prenant note du rôle qui incombe au Secrétaire général d'engager tous les pays à ouvrir un dialogue constructif pour promouvoir le développement et d'appuyer les efforts qu'ils font dans ce sens,

Convaincue que l'engagement en faveur de la coopération et du partenariat pour le développement qui s'est fait jour dans diverses instances ces dernières années est un bon point de

départ pour stimuler et promouvoir la coopération économique internationale pour le développement, ledit engagement ayant été clairement affirmé dans plusieurs documents, spécialement la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement, la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement, la Déclaration sur le droit au développement, le nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90, le Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés, l'Engagement de Carthagène, la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement et Action 21,

Convaincue également qu'il importe de continuer à tirer parti de l'esprit de coopération et de partenariat pour le développement grâce à un dialogue entre tous les pays, en particulier entre pays développés et pays en développement, afin de promouvoir un environnement économique international favorable à un développement durable,

1. *Réaffirme* la nécessité de renforcer le dialogue constructif et le partenariat qui se sont instaurés afin d'encourager davantage la coopération économique internationale pour le développement;

2. *Réaffirme également* que ce dialogue devrait être inspiré par les impératifs que dictent les intérêts et avantages mutuels, l'interdépendance authentique, les responsabilités communes et le partenariat pour un développement durable instauré par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement et que le système des Nations Unies devrait jouer un rôle central en facilitant ce dialogue;

3. *Réaffirme en outre* que l'Organisation des Nations Unies doit jouer un rôle central en stimulant la coopération internationale pour le développement et en sensibilisant la communauté internationale aux problèmes de développement;

4. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter à sa quarante-neuvième session une analyse et des recommandations sur les moyens de favoriser ce dialogue, prenant en considération les activités consacrées à un agenda pour le développement et compte tenu des suites déjà données à l'engagement visé dans le huitième alinéa du préambule ci-dessus.

86^e séance plénière
21 décembre 1993

48/166. Un agenda pour le développement

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 47/181 du 22 décembre 1992,

Convaincue de la nécessité de créer un cadre général favorisant un consensus international en ce qui concerne le développement,

Résolue à renforcer l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies dans les secteurs économique et social et consciente, à cet égard, de la nécessité de raviver le rôle de l'Organisation pour ce qui est de favoriser et de promouvoir la coopération internationale aux fins du développement économique et social,

Prenant note des vues exprimées par les Etats Membres au sujet d'un agenda pour le développement,

Notant avec satisfaction que le Secrétaire général a l'intention de publier dans les premiers mois de 1994 le rapport qu'elle lui a demandé dans sa résolution 47/181,

1. *Prend acte avec satisfaction* de la note du Secrétaire général sur les progrès réalisés dans l'application de sa résolution 47/181¹⁹;

2. *Décide* que les discussions prévues au niveau intergouvernemental pour examiner un agenda pour le développement et les rapports y relatifs du Secrétaire général se tiendront au cours de la session de fond de 1994 du Conseil économique et social et de la quarante-neuvième session de l'Assemblée générale;

3. *Invite* le Président de l'Assemblée générale, de son côté, à encourager tous les intéressés à tenir, dès que possible en 1994, de vastes discussions et un échange de vues sur un agenda pour le développement, sur la base du rapport qu'elle a demandé au Secrétaire général dans sa résolution 47/181;

4. *Invite également* le Président de l'Assemblée générale, pour faire en sorte que tous les intéressés soient associés à ces discussions, à engager les programmes, fonds et organismes compétents des Nations Unies, les institutions multilatérales et autres organisations pertinentes, y compris les instituts scientifiques et universitaires, à y participer pleinement ou à y présenter leurs vues;

5. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter à sa quarante-neuvième session de nouvelles recommandations, le cas échéant, comme suite à son rapport sur un agenda pour le développement, compte tenu des vues exprimées à la session de fond de 1994 du Conseil économique et social ainsi que de celles qui auront été présentées dans le cadre des discussions tenues à l'initiative du Président de l'Assemblée générale, telles que celui-ci les aura résumées;

6. *Recommande* que, à sa session d'organisation pour 1994, le Conseil économique et social examine "Un agenda pour le développement" comme sujet possible pour le débat de haut niveau de sa session de fond de 1994;

7. *Décide* de tenir à sa quarante-neuvième session des séances plénières extraordinaires à un haut niveau, pour étudier les moyens de promouvoir un agenda pour le développement et de lui imprimer l'élan politique nécessaire;

8. *Décide également* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-neuvième session une question intitulée "Un agenda pour le développement".

86^e séance plénière
21 décembre 1993

48/167. Code international de conduite pour le transfert de technologie

L'Assemblée générale

1. *Considère* que les conditions d'un total accord sur toutes les questions restant à régler en ce qui concerne le projet de code international de conduite pour le transfert de technologie ne sont pas réunies actuellement, et qu'au cas où il apparaîtrait, soit directement, soit dans le rapport présenté par le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement conformément à la résolution 46/214 de

l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1991, que les gouvernements ont des vues suffisamment convergentes pour pouvoir s'accorder sur toutes les questions restant en suspens, le Conseil du commerce et du développement devrait alors reprendre et poursuivre ses travaux pour aider à dégager un accord sur le code;

2. *Invite* le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, compte tenu des dispositions pertinentes de l'Engagement de Carthagène⁶ et des conclusions du Groupe de travail spécial sur l'interaction des investissements et du transfert de technologie, à lui rendre compte à sa cinquantième session de l'état d'avancement des débats sur la question.

86^e séance plénière
21 décembre 1993

48/168. Mesures économiques utilisées pour exercer une pression politique et économique sur les pays en développement

L'Assemblée générale,

Rappelant les principes pertinents énoncés dans la Charte des Nations Unies,

Réaffirmant qu'aucun Etat ne peut recourir ni encourager le recours à des mesures économiques, politiques ou autres pour contraindre un autre Etat à lui subordonner l'exercice de ses droits souverains,

Ayant à l'esprit les principes généraux qui régissent le commerce international et les politiques commerciales en vue du développement et que contiennent les résolutions et règles pertinentes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce,

Réaffirmant également ses résolutions 44/215 du 22 décembre 1989 et 46/210 du 20 décembre 1991,

Gravement préoccupée de constater que le recours à des mesures économiques coercitives porte préjudice à l'économie des pays en développement et à leurs efforts de développement et exerce dans l'ensemble des effets négatifs sur la coopération économique internationale et sur l'action mondiale en faveur d'un système commercial non discriminatoire et ouvert,

Tenant compte de la note du Secrétaire général²⁰ établie en application de la résolution 46/210 et des idées qui y sont contenues,

Préoccupée de constater que le mandat défini au paragraphe 4 de ladite résolution n'a pas été pleinement rempli,

Tenant compte de la restructuration du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et de la redistribution des fonctions qui en découle,

1. *Engage* la communauté internationale à prendre d'urgence des mesures efficaces pour empêcher que certains pays développés ne prennent à l'encontre des pays en développement des mesures économiques coercitives qui ne sont pas autorisées par les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies ou sont contraires aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, dans le but d'imposer par la force la volonté d'un Etat à un autre;